ASSEMBLÉE NATIONALE

23 novembre 2012

FINANCEMENT SÉCURITÉ SOCIALE POUR 2013 - (N° 415)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

AMENDEMENT

N° 263

présenté par
le Gouvernement

ARTICLE 12

I. – Après l'alinéa 9, insérer les deux alinéas suivants :

« A bis. – Le 7° de l'article L. 651-2 est ainsi rétabli :

« 7° Les sociétés d'investissement régies par les articles L. 214-15 à L. 214-19 et L. 214-147 à L. 214-156 du code monétaire et financier ; »

II. – En conséquence, à la première phrase de l'alinéa 22, après la référence :

« A »,

insérer la référence :

« , A bis ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à clarifier l'état du droit en matière de contribution sociale de solidarité à la charge des sociétés (C3S).

Il s'agit de confirmer l'exonération dont continuent de bénéficier en pratique les sociétés d'investissement à capital variable ou à capital fixe (SICAV et SICAF). Cette exonération explicite a été supprimée dans le cadre de la loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit alors que telle n'était pas, à l'évidence, l'intention du législateur. Il s'agissait de supprimer des références

obsolètes et non de modifier le régime d’assujettissement. Le I du présent amendement propose donc de clarifier la situation et de revenir à la situation antérieure.

Enfin le II du présent amendement précise l’entrée en vigueur de ces dispositions.